

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Libre-échange, protectionnisme ?

Pour un protectionnisme modulé et coopératif

- Economie -

Date de mise en ligne : dimanche 3 mai 2009

Démocratie & Socialisme

« *Danger protectionniste* » ; « *L'Amérique court le risque d'une dérive protectionniste* » ; « *Commerce mondial : le retour du chacun pour soi* » ; « *G20 : la Banque Mondiale dénonce la montée du protectionnisme* » ; « *Le G7 contre le protectionnisme...* » Pour la plupart des médias, comme l'indique ces quelques titres, la cause est entendue : le protectionnisme, voilà l'ennemi !

Ils expriment ainsi l'avis de la très grande majorité des économistes qui n'ont toujours pas compris que la crise actuelle signifiait la fin du néo-libéralisme, même si son agonie pouvait être encore longue. Ils expriment surtout l'avis des Firmes Transnationales (FTN), des organisations internationales telles que le FMI, la Banque Mondiale, la Commission européenne et des gouvernements néolibéraux qui sévissent encore dans la très grande majorité des Etats. Ils ont, à l'égard de tout ce qui leur paraît relever du protectionnisme, la même largeur d'esprit que le pape à l'égard du préservatif.

L'Histoire revisitée par les partisans du « *Libre-échange* »

Toutes les économies aujourd'hui dominantes ont, à un moment ou à un autre, protégé leurs industries ou leur agriculture de la concurrence. Ce n'est qu'une fois qu'elles ont estimé que leurs économies pouvaient l'emporter qu'elles se sont mises à prôner le « libre-échange ».

La Grande-Bretagne a protégé son industrie textile naissante de produits indiens beaucoup plus concurrentiels. Mais dès que l'industrie textile britannique a été en mesure d'inonder l'Inde de produits meilleur marché que les produits locaux, la Grande-Bretagne est devenue « *libre-échangiste* ». Les autres grandes économies ont agi de manière identique : l'Allemagne de Bismarck, la France d'avant l'accord franco-britannique de 1860 ou des « *tarifs Méline* » de 1892, les Etats-Unis développant son industrie, entre 1830 et la fin de la seconde guerre mondiale, à l'abri derrière des droits de douanes frisant souvent les 50 %.

Le protectionnisme, affirment les partisans actuels du « *libre-échange* », a mené à la seconde guerre mondiale. Il est difficile d'avoir une vision plus réductrice de cette période de l'histoire. C'est en réalité l'échec complet du libéralisme, du système de l'étalon-or et du libre-échange qui a provoqué, à la fois, l'éclatement de l'économie mondiale et la marche à la deuxième guerre mondiale.

Cette marche à la guerre, cependant, n'aurait pu aboutir si le mouvement ouvrier n'avait pas été écrasé en URSS, en Italie, en Allemagne et en Espagne. Ce sont ces défaites successives qui ont permis aux dirigeants fascistes de signer le pacte germano-soviétique et d'entraîner le monde dans la guerre.

La pratique des pays de l'Europe occidentale au lendemain de la seconde guerre mondiale était celle d'un protectionnisme tempéré. Les espaces relativement protégés ainsi créés avaient permis, dans le cadre d'un rapport de forces plutôt favorable au salariat, le développement de politiques keynésiennes, l'instauration de régimes « *fordistes* » où les salaires augmentaient au même rythme que la productivité du travail. Il n'était bien sûr pas question, à cette époque, de problèmes de commerce entre le Nord et le Sud, le Sud étant, pour l'essentiel partagé entre empires coloniaux (Inde, Afrique, Indochine...) et empires néo-coloniaux (Philippines, Cuba...) et chaque colonie ne « *commerçait* », en termes d'échanges inégaux, qu'avec la puissance qui lui imposait sa domination.

Un « *libre échange* » sans principes

Les actuels partisans du libre-échange présentent leurs principes comme intangibles, valables en tous temps et en tous lieux et brandissent la théorie des « *avantages comparatifs* » de Ricardo comme le saint-sacrement.

Ils ont pourtant déjà été pris la main dans le sac. En 2006, par exemple, dans l'accord de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) signé à Hong-Kong, les pays du Nord s'engageaient à supprimer les subventions à l'exportation pour leurs produits agricoles.

Mais les subventions à l'exportation de l'Union européenne ne représentaient que 3,5 % des subventions à l'agriculture européenne. Les autres subventions étaient qualifiées d'« *internes* » mais n'étaient que des droits de douanes déguisés pour empêcher les produits du Sud d'être vendus dans l'Union Européenne, afin, notamment, de protéger ses productions de laits et de céréales.

La fin des subventions à l'exportation pour le coton américain relève du même scénario. 90 % des subventions accordées aux 25 000 producteurs américains sont, en effet, considérées comme des subventions à l'exportation. Comment penser, dans de telles conditions, que le coton africain (qui pourrait être compétitif car constitué d'excellentes fibres naturelles) pourrait rivaliser avec le coton américain sur les marchés mondiaux et - comme l'affirment sans rire nombre de commentateurs - sur le marché américain lui-même ? Des centaines de milliers de producteurs de coton africain restent ainsi condamnés à la ruine et à la famine. Tout cela, bien sûr, sans que les partisans du « libre-échange » aient daigné lever le petit doigt.

La grande majorité des pays du Sud n'ont pas été libres de choisir le « *libre-échange* », il leur a été imposé

Les adeptes du « *libre-échange* » jouent, à loisir, sur l'ambiguïté du mot « *libre-échange* » qui suggère non seulement que les échanges devraient se faire sans entrave mais qu'en plus, ce « *libre-échange* » aurait été librement consenti.

Or, cette affirmation est totalement fautive pour les pays du Sud (Sud, par opposition aux pays de la Triade : les Etats-Unis, l'Europe et le Japon). Pour la majorité des pays du Sud, c'est leur dette publique qui a servi de levier au pays de la Triade pour leur imposer le « *libre-échange* », à coup de « *Plans d'Ajustements Structurels* » mis en musique par le FMI.

Au début était la dette des pays du Sud

Cette dette a été contractée durant les années 1960 et 1970. Elle a été, le plus souvent, accordée à des dictatures : l'Indonésie de Suharto, l'Irak de Saddam Hussein, le Brésil de la junte militaire, les Philippines de Marcos, le Maroc d'Hassan II, le Chili de Pinochet, l'Iran du Shah, le Nicaragua de Somoza, la République haïtienne de Duvalier, l'Ouganda d'Idi Amin Dada, la Centrafrique de Bokassa, le Zaïre de Mobutu...

Les habitants de ces pays, n'ont d'ailleurs jamais vu la couleur de l'argent qui était sensé être versé à leurs pays. Marcos, Mobutu ou Duvalier lorsqu'ils ont dû fuir leur pays avaient accumulé, dans les banques du Nord, une fortune équivalente à la dette publique de leurs pays. Aujourd'hui encore les dépôts des riches des Pays en Voie de Développement (PED) dans les banques du Nord dépassent largement le montant des dettes extérieures publiques de leurs pays : 2 380 milliards de dollars contre 1 350.

Les banques privées du Nord comme la Banque mondiale ont, au cours de ces années, prêtés au PED à des taux très bas, voire même négatifs en tenant compte de l'inflation. Les banques du Nord avaient alors pléthore de capitaux, notamment les dollars détenus par des banques non américaines (les « *eurodollars* ») et les « *pétrodollars* » provenant de la rente pétrolière des pays producteurs.

Le tournant des années 1980

Les élections de Margaret Thatcher au Royaume-Uni et celle de Ronald Reagan aux Etats-Unis marquèrent le début d'une nouvelle période : celle du néolibéralisme. Du point de vue des PED et de la dette qu'ils avaient contractées, cette nouvelle période a eu une double conséquence. D'abord l'augmentation considérable des taux d'intérêts des crédits accordés aux PED. Les taux de ces crédits étaient en effet à taux variables, indexés sur les taux directeurs anglo-saxons (Prime rate et Libor) dont Thatcher et Reagan venaient de décider la brutale augmentation.

Ensuite, sous la pression des pays industrialisés, les cours des matières premières (production essentielle des PED) ont fortement diminué.

La crise de la dette commençait et se concrétisait dès 1982 par l'impossibilité pour le Mexique de faire face au service de sa dette.

Les taux d'intérêts ont encore augmenté (la crise de la dette augmentait la prise de risque) et, alors qu'ils étaient de l'ordre de 4-5 % dans les années 1970, ils sont passés à 16-18 % au milieu des années 1980. « *Ainsi, du jour au lendemain, les pays du Sud ont dû rembourser trois fois plus d'intérêts tandis que les revenus d'exportation étaient en baisse* » (Damien Millet et Eric Toussaint : « *60 questions, 60 réponses sur la dette, le FMI et la Banque Mondiale* » aux Editions Sylepse).

Le Sud a donc dû emprunter de nouveau pour rembourser sa dette mais à des taux très élevés. Le piège de la dette s'était refermé sur les pays du Sud.

Le rôle de la Banque Mondiale et du FMI

Les pays du Sud étant sous le joug de ses créanciers, la Banque Mondiale et le FMI ont consenti à leur accorder des prêts (destinés à payer le service de leur dette et à financer les importations venant des pays de la Triade) mais en conditionnant leurs prêts aux fameux « *Plans d'Ajustement Structurels* » (PAS) du FMI.

Le but de ces PAS était de complètement bouleverser l'économie des PED pour la tourner presque exclusivement vers l'exportation afin de rembourser la dette et de payer ses intérêts.

La dette était évidemment un prétexte, un levier, pour obliger ces pays à « *choisir le libre-échange* ». En réalité, le « *libre-échange* » leur a été imposé.

Pour faciliter les exportations, les PAS obligeait les pays qui faisaient appel au FMI et à la Banque Mondiale à dévaluer leur monnaie. Les subventions accordées aux produits agricoles de base devaient être supprimées. Les produits agricoles nord-américains et européens envahirent alors les marchés locaux. Les PAS exigeaient l'élimination des barrières tarifaires protectrices. Le but était de rendre l'économie plus « *compétitive* » toujours pour

pouvoir rembourser la dette.

La libre circulation des capitaux était également imposée : le contrôle des changes devait être éliminé. Les sociétés étrangères devaient pouvoir rapatrier leurs profits vers le Nord en devises (dollars, livres...)

Pour percevoir les prêts du FMI ou de la Banque Mondiale, il fallait que les réformes soient substantiellement engagées et un suivi trimestriel était, ensuite, organisé par le FMI.

Les PED ont aujourd'hui remboursé l'équivalent de 102 fois ce qu'ils devaient en 1970 mais entre-temps leur dette a été multiplié par 42. Comme le souligne Damien Millet et Eric Toussaint c'est l'équivalent de 7,5 plan Marshall (100 milliards de dollars -valeur 2007- accordés pour reconstruire l'Europe occidentale après la Seconde Guerre mondiale) qui ont été transféré des pays du Sud vers les pays de la Triade entre 1985 et 2007.

Les plans structurels du FMI sont la preuve la plus évidente que le « *libre-échange* » n'a pas été choisi librement par les pays du Sud. Mais les accords de l'OMC ont joué également leur rôle dans la soumission des pays du Sud au « *libre-échange* », tout comme les accords bilatéraux entre pays du Sud et pays de la Triade.

La crise structurelle actuelle va obliger, de nouveau, nombre de PED à se tourner vers le FMI avec toutes les conséquences désastreuses qui en découleront comme on a déjà pu le constater avec les obligations imposées par le FMI de baisser les salaires de la fonction publique et/ou les retraites, en Hongrie, Roumanie ou Lettonie. Le FMI n'a pas changé son crédo : « *libre-échange* » et exportations pour les pays du Sud et de l'Est au moment où ces exportations sont en pleine crise du fait de la baisse de la consommation dans les pays du Nord.

La Chine, l'Inde, l'Amérique latine

Les seuls Pays En Développement (PED) qui ont réussi à « *émerger* » dans cette tempête libre-échangistes sont la Chine et l'Inde. Mais c'est parce qu'ils n'étaient pas endettés et ne se sont pas laissé imposer quoi que ce soit par les pays de la Triade, le FMI ou la Banque Mondiale. Ils ont choisi le rythme et les modalités de leur ouverture au marché mondial. Cette orientation, toutefois, ne profitent qu'à une couche privilégiée infime de leur population et entraînent de fortes tensions sociales que les dirigeants (aimable combinaison de stalinisme et de néo-libéralisme) ne peuvent contenir que grâce à l'armée de réserve industrielle de 120 millions de travailleurs survivant à grand peine dans les campagnes.

Aujourd'hui, la Chine et les Etats-Unis se « tiennent » mutuellement. Les Etats- Unis constituent le principal débouché des exportations chinoises et, en retour, la Chine possède une part déterminante des bons du Trésor américains détenus par les créanciers extérieurs des Etats- Unis : 1 000 milliards de dollars sur un total de 6 642 milliards, en 2007.

Mais la crise actuelle peut rapidement bouleverser l'ordre des choses. La Chine dont les exportations vers les Etats-Unis

- ▶ et plus généralement vers tous les pays du Nord - sont durement touchées se retrouvera rapidement devant une alternative. Soit faire le choix de recentrer son économie sur son marché intérieur, un marché (potentiel) de 1,3 milliards de personnes. Il est difficile, cependant, d'imaginer un tel scénario en dehors de puissants mouvement sociaux tant les intérêts en jeu sont énormes.

Soit faire le choix de baisser le prix de ses productions en gelant ou réduisant les salaires, en faisant baisser le Yuan

par rapport au dollar et en se mettant à concurrencer les pays du Nord sur le terrain des nouvelles technologies. Si la Chine (mais aussi l'Inde) s'aventurent sur ce terrain, nous pourrions alors constater rapidement que les campagnes orchestrées, aux Etats-Unis et en Europe, contre la nocivité de certains jouets chinois avait, surtout, une double fonction : donner un avertissement à la Chine tout en préparant les opinions des pays du Nord à une offensive protectionniste d'une toute autre ampleur, tout aussi sans nuance que l'offensive « *libre-échangiste* » actuelle.

D'autres pays en Amérique Latine, à la suite du Venezuela et de la Bolivie, commencent à se sortir des griffes du FMI et de la BM et choisissent, malgré tous les obstacles dressés par les pays de la Triade, un développement beaucoup plus centré sur les besoins sociaux de leur population, apportant ainsi la preuve que le « *libre-échange* » n'est pas une fatalité et qu'il est possible d'utiliser la rente pétrolière à autre chose qu'à enrichir une petite catégorie de parasites.

Jean-Jacques Chavigné